

ADJUDICATEUR

La Société wallonne des Aéroports (SOWAER)

BCE : 0475.247.837

**Avenue des Dessus-de-Lives, 8
5101 LOYERS (Namur)**

AERODROME DE CERFONTAINE

**Appel à projets dans le cadre de l'exploitation de
l'aérodrome**

SOWAER/CONC/EBCF/805/2025

Concession de services

Guide de sélection et de participation

PROCEDURE

Le présent guide de sélection et de participation concerne une procédure de mise en concurrence avec publicité en vue de concéder l'exploitation de l'aérodrome de Cerfontaine à un exploitant privé sous la forme d'une concession de services.

Après attribution de la concession de services, moyennant la conclusion d'un contrat, le risque d'exploitation comprenant, notamment, les risques aéronautiques et commerciaux seront transférés au concessionnaire. La concession impliquera donc, conformément à la définition de la concession de services au sens de la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession (ci-après, la « loi ») un transfert au concessionnaire d'un risque d'exploitation.

Sous réserve du paragraphe qui suit, le présent appel à projets est destiné à être conclu par la signature d'une convention de concession de services au terme de l'attribution de la concession à l'issue de la présente procédure d'attribution. Le cadre contractuel envisagé sera fonction du projet présenté.

Les éléments principaux du cadre contractuel sont toutefois déjà transmis aux candidats sélectionnés en annexe au présent guide de participation sous la forme d'un term sheet (prémices du cadre contractuel en vue de sa discussion au cours du dialogue).

L'adjudicateur peut soit renoncer à attribuer la concession, soit refaire la procédure, au besoin suivant un autre mode sans devoir pour autant, pour quelque raison que ce soit, payer des indemnités aux candidats.

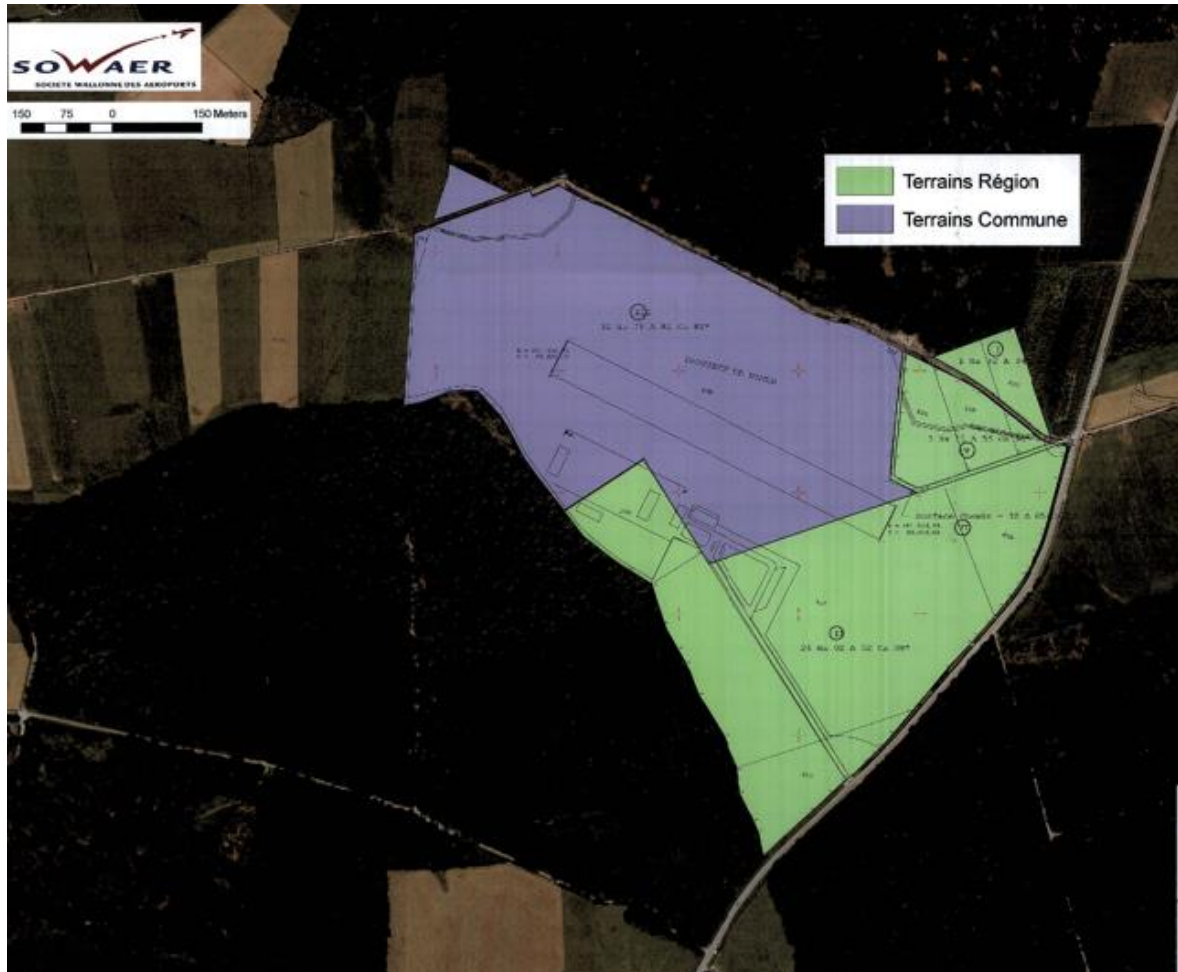
CONTEXTE

La SOWAER est une société de droit public (Unité d'administration publique UAP) détenue à 100 % par la Région wallonne, qui a notamment pour objet de gérer les infrastructures des aéroports de Liège et de Charleroi. Elle a également pour mission de gérer les infrastructures des aérodromes de Spa et de Cerfontaine dont elle est propriétaire pour compte de la Région wallonne.

Le 1^{er} février 1996, la commune de Cerfontaine a cédé un droit d'emphytéose à la Région wallonne concernant le site de l'aérodrome de Cerfontaine pour une durée de 50 ans.

La Région wallonne a ensuite étendu le périmètre de l'aérodrome via des expropriations.

La répartition des terrains entre la Commune et la Région se présente comme suit :



Le 20 septembre 2003, la Région wallonne a octroyé une concession à la SOWAER suivie, en 2004, d'un apport en nature des infrastructures de l'aérodrome de Cerfontaine via une augmentation de capital. La SOWAER est donc propriétaire des infrastructures du site (droit de superficie jusqu'au terme du bail emphytéotique avec la Commune, soit le 31 janvier 2046).

Les terrains appartenant à la Commune et faisant l'objet du bail emphytéotique sont de 31 Ha 79 ares. Les terrains appartenant à la Région wallonne sont de 25 Ha 82 ares.

La superficie totale est d'environ 58 Ha. Une partie est exploitée par un agriculteur (zone 1 ci-dessous au nord des pistes) :



Une société d'exploitation (SA SOGELAC) détenue à 100 % par la SOWAER avait été constituée en 2004 mais mise en liquidation dès 2005. Le Gouvernement a dès lors mandaté la SOWAER afin de lancer un appel à projets en vue de désigner un exploitant privé.

En 2007, suite à un appel à projets, la SA EBCF a été désignée exploitante de l'aérodrome.

En 2018, les actionnaires de la SA EBCF ont cédé leurs parts à de nouveaux actionnaires.

A ce titre, le 21 juin 2019, la SOWAER a conclu une nouvelle convention cadre d'exploitation remplaçant la précédente convention signée en 2007.

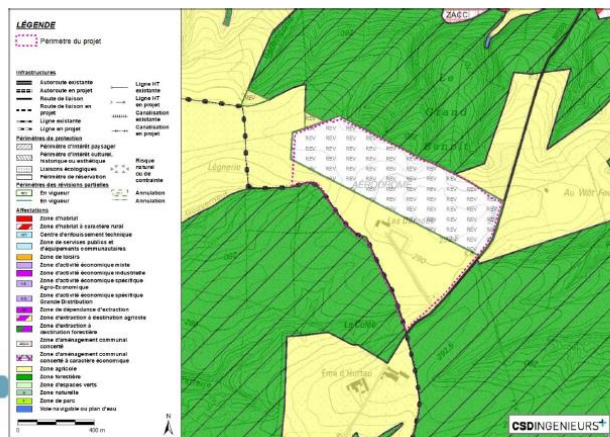
La SA EBCF a été déclarée en faillite en juin 2023.

L'aérodrome a dès lors été fermé. Suite à des dégradations intervenues à l'initiative de l'exploitant failli, la SOWAER a procédé à une remise en état de l'aérodrome afin d'obtenir une nouvelle autorisation d'établissement de la DGTA. L'aérodrome a pu rouvrir courant juillet 2023.

L'autorisation d'établissement est annexée au présent guide de sélection.

Situation au plan de secteur :

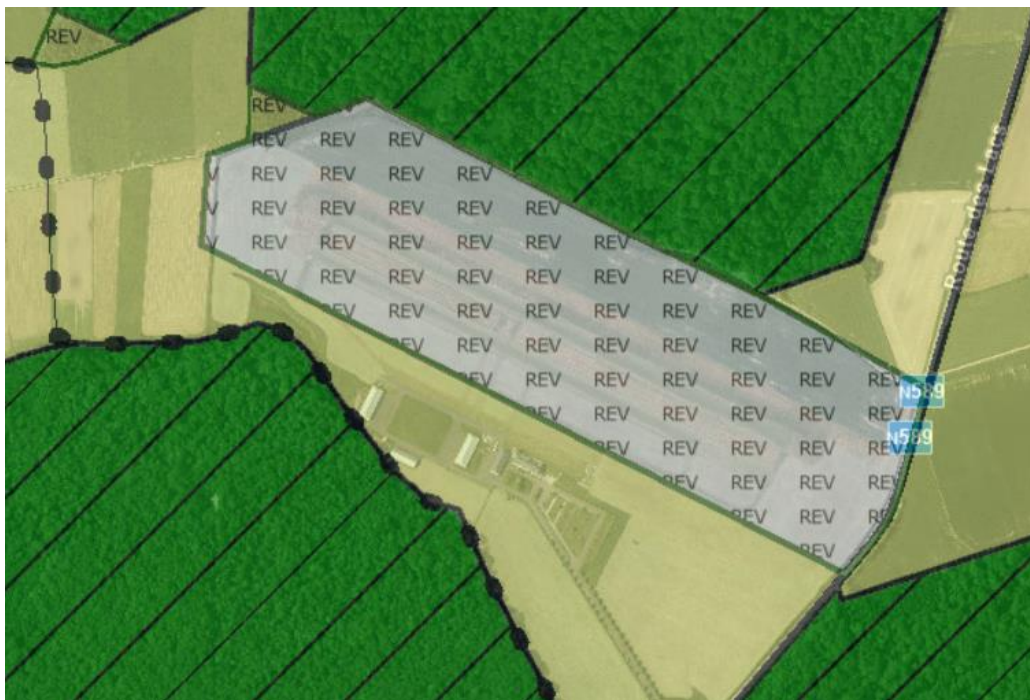
- ✚ Affectation au plan de secteur :
zone agricole (43%) et zone « Blanche » (57%)



AGW 9 décembre 1993

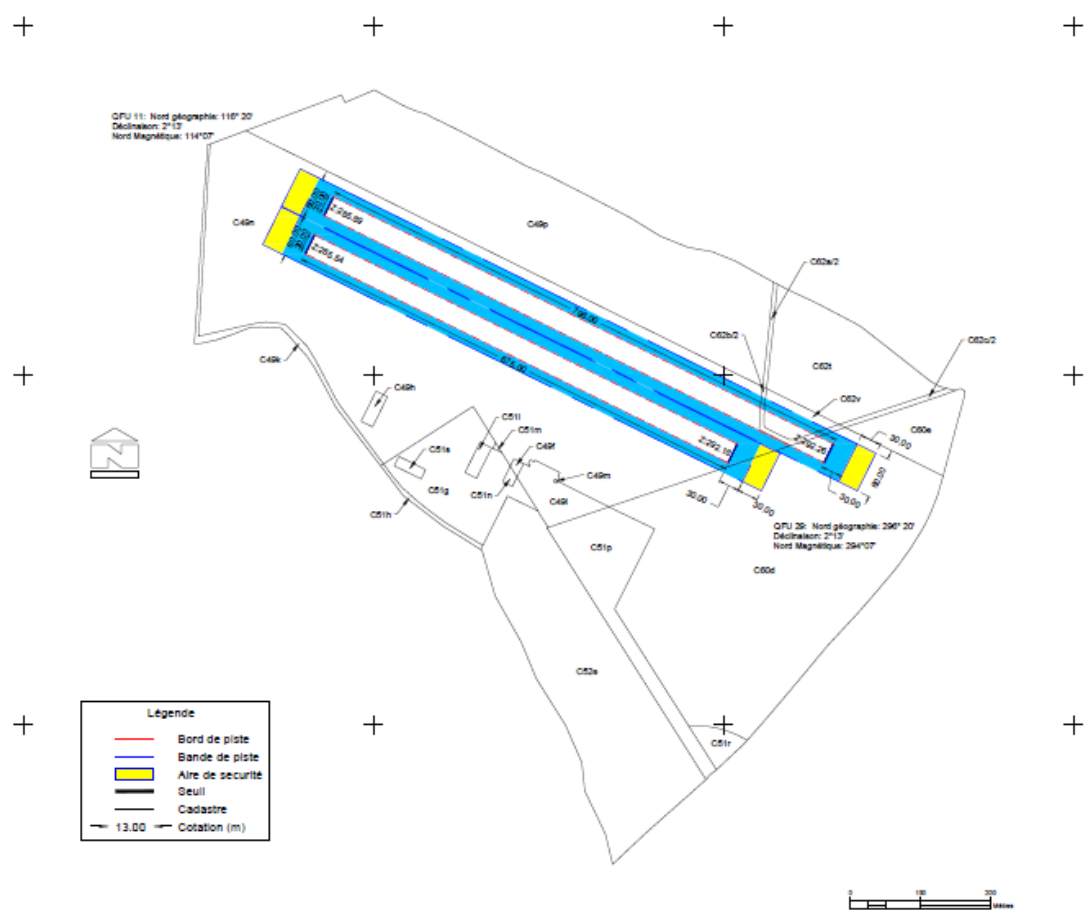
37

Les bâtiments se situent en zone agricole (zone jaune) et avaient fait l'objet d'un permis dérogatoire lors de la construction :



L'aérodrome est cependant repris comme site à réaménager suite à un arrêté ministériel du 18 juin 2008 arrêtant définitivement le périmètre du site à réaménager SAR/PC92.

Situation cadastrale



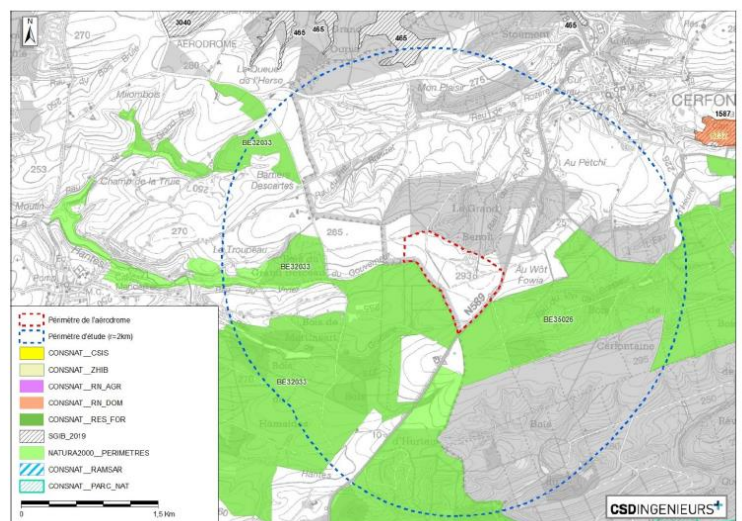
Identification de la parcelle sur le plan cadastral*	Commune*	Division*	Section n*	Radical	Bis/Ter	Exposant
P 1	Cerfontaine	1 DIV	C	49		F
P 2	Cerfontaine	1 DIV	C	49		H
P 3	Cerfontaine	1 DIV	C	49		L
P 4	Cerfontaine	1 DIV	C	49		M
P 5	Cerfontaine	1 DIV	C	49		N
P 6	Cerfontaine	1 DIV	C	49		P
P 7	Cerfontaine	1 DIV	C	51		G
P 8	Cerfontaine	1 DIV	C	51		L
P 9	Cerfontaine	1 DIV	C	51		M
P 10	Cerfontaine	1 DIV	C	51		N
P 11	Cerfontaine	1 DIV	C	51		P
P 12	Cerfontaine	1 DIV	C	51		R

Identification de la parcelle sur le plan cadastral*	Commune*	Division*	Sectio n*	Radical	Bis/Ter	Exposant
P 13	Cerfontaine	1 DIV	C	51		S
P 14	Cerfontaine	1 DIV	C	52		E
P 15	Cerfontaine	1 DIV	C	60		D
P 16	Cerfontaine	1 DIV	C	60		E
P 17	Cerfontaine	1 DIV	C	62	2	A
P 18	Cerfontaine	1 DIV	C	62	2	B
P 19	Cerfontaine	1 DIV	C	62	2	C
P 20	Cerfontaine	1 DIV	C	62		P
P 21	Cerfontaine	1 DIV	C	62		T
P 22	Cerfontaine	1 DIV	C	62		V

Sites naturels

Rayon d'étude de 2 km:

- + 2 sites Natura 2000 bordant le périmètre
 - BE32033 : Sources de la Hante
 - BE35026 : Massif forestier de Cerfontaine
- + SGIB au nord (465) : Lac de la Plate Taille



Infrastructures

Parking d'environ 200 places



Vue aérienne (liseré rouge) :



Bâtiment administratif, espace Horeca et appartement :



Entrée Bâtiment administratif :



Vue depuis l'aérodrome



Station carburant

La station fournit actuellement du JET A 1 pour l'avion largeur de parachutistes.



Station temporaire avgas (capacité 4.950 louée à la société M TANKS pour 750 €/mois) : ne sera pas prolongée par la SOWAER. Le contrat devra être repris par le concessionnaire. A défaut, le contrat sera résilié par la SOWAER.

Actuellement, l'alimentation est gérée par les utilisateurs utilisant de l'Avgas.



Hangars



Actuellement, en plus des planeurs, les hangars abritent 1 hélicoptère, 3 avions et 9 ULM.

Hangar actuellement concédé à la SRL Skydive2fly (parachutisme)



Hangar avions avec atelier équipé de dispositif afin de placer des ULM en hauteur



Hangar avions/planeurs (la moitié est mis à disposition du club CEVV)

Idem ci-dessus.

Principales restrictions liées au permis d'environnement

Nombre de mouvements limité à 16.000/an
Vols de 9h à 30 minutes après le coucher du soleil, maximum 20h
L'exploitant veille au respect des circuits de vol par les pilotes
Communication et affichage du règlement de l'aérodrome à tous les pilotes
Un rapport de veille sur les évolutions techniques et économiques des avions électriques doit être remis au Fonctionnaire technique tous les 5 ans
Une compilation des données de mouvements par catégorie et par année civile est réalisée et tenue à la disposition des autorités compétentes
Impositions environnementales habituelles

Le porteur de projet doit prendre connaissance de l'ensemble des impositions du permis d'environnement et s'engager à les respecter.

DATE DE REMISE DES PROJETS

Le projet doit parvenir au pouvoir adjudicateur pour le **1^{er} décembre 2025 à 12h** au plus tard sur l'adresse offresnamur@sowaer.be

VISITE DES LIEUX

Préalablement à la remise de son offre (projet), le soumissionnaire effectue une visite des lieux et obtient tous les renseignements techniques nécessaires à la remise de son offre.

En vue d'organiser cette visite des lieux, il prendra contact au moins 7 jours calendrier avant la date limite de remise des offres avec la personne suivante : Vanessa RONVEAUX : vro@sowaer.be – 081/32.89.67 ou 081/32.89.50 (numéro général SOWAER)

Le soumissionnaire visite les lieux en vue d'avoir connaissance de la situation des locaux concédés. Le Soumissionnaire remet une offre en tenant compte des caractéristiques du site et des investissements éventuellement nécessaires pour assurer l'exploitation de l'aérodrome et des locaux concédés.

LISTE DES ANNEXES

Sont annexés au présent guide de sélection et de participation :

1. Term sheet – Pré-dispositions contractuelles.
2. Projet de plan financier dans le cadre du partenariat envisagé par la SOWAER avec les Lacs de l'Eau d'Heure
3. Liste des charges et produits de la SOWAER en 2024 et 2025.
4. Permis d'environnement
5. Autorisation DGTA
6. Plans des bâtiments
7. Plan de drainage des pistes

PERSONNE DE CONTACT

Tout renseignement complémentaire à propos de l'appel à projets peut être obtenu auprès de :

Madame Vanessa RONVEAUX, Responsable administrative aérodromes (vro@sowaer.be).

CHAPITRE I. **Clauses administratives**

1. ADJUDICATEUR

La SOWAER intervient comme l'adjudicateur (ci-après « l'adjudicateur »), de la présente procédure de passation de la concession.

2. DISPOSITIONS RÉGISSANT LA CONCESSION

- La loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession (« **Loi** ») ;
- La loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;
- L'arrêté royal du 25 juin 2017 relatif à la passation et aux règles générales d'exécution des contrats de concession (l'« **Arrêté** ») ;
- Toute autre disposition réglementaire de quelque niveau que ce soit applicable en raison du statut et/ou de l'activité du concessionnaire.

3. PROCÉDURE DE PASSATION DE LA CONCESSION

3.1. Procédure

Le Concédant organise une procédure *sui generis* de mise en concurrence qui conduit au choix de Concessionnaire dans le respect des principes de non-discrimination, d'égalité de traitement, de concurrence et de transparence.

Tout opérateur économique intéressé peut remettre une offre pour la concession en réponse au présent appel à projet. Le Concédant se réserve le droit de négocier avec les soumissionnaires les offres initiales et toutes les offres ultérieures que ceux-ci ont présentées, en vue d'améliorer leur contenu.

Au cours de la procédure, le Concédant se réserve également le droit de régulariser les offres affectées d'irrégularités substantielles ou non substantielles conformément au principe d'égalité de traitement.

3.2. In concreto

Après dépôt des projets, la SOWAER procèdera à une première analyse.

Le cas échéant, elle demandera aux porteurs de projets de compléter leur dossier. Ceux-ci seront invités à présenter leur projet devant un jury.

Le jury sera composé de représentants :

- De la SOWAER
- De Wallonie Finances Expertises (WFE) : cellule assistant entre autres le Gouvernement wallon et les UAP en matière d'analyses budgétaire et financière de projets
- Du Commissariat général du Tourisme (CGT)

La SOWAER clôturera ensuite la phase de négociation de l'appel à projets.

L'analyse des projets sera soumise au jury pour proposition de décision au Conseil d'administration de la SOWAER.

La décision est prévue pour fin du premier trimestre 2026 de manière à désigner l'exploitant avant la haute-saison 2026.

4. DROIT D'ACCES

4.1. Droit d'accès – Motifs d'exclusion

Le Concédant rend applicable les motifs d'exclusions prévus aux articles 50 à 52 de la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession à la présente procédure de passation.

Par le seul fait de participer à la présente procédure de passation, le Soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion visés aux articles 50 à 52 de la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession :

4.2. Résumé des motifs d'exclusion dans le cadre des procédures de marchés publics et de concessions

A. Motifs d'exclusion obligatoire

Sauf dans le cas où le candidat ou le soumissionnaire démontre avoir pris des mesures suffisantes afin de démontrer sa fiabilité, le pouvoir adjudicateur exclut, à quelque stade de la procédure que ce soit, un candidat ou un soumissionnaire de la participation à la procédure de passation, lorsqu'il a fait l'objet d'une condamnation pour l'une des infractions suivantes :

1. participation à une organisation criminelle ;
2. corruption ;
3. fraude ;
4. infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction ;
5. blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ;
6. travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains ;
7. occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal.

B. Motif d'exclusion relatif aux dettes fiscales et sociales

Sauf exigences impératives d'intérêt général et sous réserve d'un paiement ou d'un accord contraignant intervenu avant l'introduction d'une demande de participation ou des offres, le pouvoir adjudicateur exclut, à quelque stade de la procédure de passation que ce soit, la participation à une procédure, d'un candidat ou d'un soumissionnaire qui ne satisfait pas à ses obligations relatives au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale sauf :

- lorsque le montant impayé ne dépasse pas le montant de 3.000 euros
- ou lorsque le candidat ou le soumissionnaire peut démontrer qu'il possède à l'égard d'un pouvoir adjudicateur ou d'une entreprise publique une ou des créances certaines, exigibles, libres de tout engagement à l'égard de tiers et équivalentes à 3.000 euros près.

Le pouvoir adjudicateur donne cependant l'opportunité à tout opérateur économique de se mettre en règle avec ces obligations sociales et fiscales dans le courant de la procédure de passation et ce, après avoir constaté une première fois que le candidat ou le soumissionnaire ne satisfaisait pas aux exigences. A partir de cette constatation, le pouvoir adjudicateur laisse à l'opérateur économique un délai de cinq jours ouvrables pour fournir la preuve de sa régularisation. Le recours à cette régularisation n'est possible qu'à une seule reprise.

Le pouvoir adjudicateur procède à la vérification de la situation sur le plan des dettes sociales et de la situation fiscale des candidats ou soumissionnaires, sur la base des attestations qui sont disponibles électroniquement pour le pouvoir adjudicateur via

l'application Télémarc ou via d'autres applications électroniques équivalentes et accessibles gratuitement dans d'autres Etats membres, dans les vingt jours suivant la date ultime pour l'introduction des demandes de participation ou des offres.

4.3. La situation des Soumissionnaires sera vérifiée via TELEMARC.

Le Concédant procède à la vérification de la situation fiscale des soumissionnaires, sur la base des attestations qui sont disponibles électroniquement pour le Concédant via l'application Télémarc ou via d'autres applications électroniques équivalentes et accessibles gratuitement dans d'autres Etats membres.

Lorsque la vérification susmentionnée ne permet pas de savoir si le soumissionnaire satisfait à ses obligations fiscales, le Concédant demande directement au soumissionnaire de fournir une attestation récente justifiant qu'il satisfait à ses obligations fiscales. Il en va de même lorsque dans un autre Etat membre, une telle application n'est pas disponible. L'attestation récente précitée est délivrée par l'autorité compétente belge et/ou étrangère et certifie que le soumissionnaire est en règle avec ses obligations fiscales selon les dispositions légales du pays où il est établi.

Tous les soumissionnaires doivent joindre à leur offre un extrait de casier judiciaire datant de moins de 6 mois.

5. ATTRIBUTION DE LA CONCESSION : CRITERES DE SELECTION ET D'ATTIBUTION

Le candidat sera évalué sur base des critères suivants :

5.1. Critères de sélection

- i. Avoir le statut de personne morale (entreprise ou ASBL).
- ii. Au moins un des associés respecte les conditions énumérées au point 6.3.1. de la circulaire GDF-04 du SPF mobilité et transport relatif à la fonction de commandant d'aérodrome.
- iii. Les fonds propres (ou fonds social si le candidat est une ASBL) doivent être de minimum 100.000 €. En cas de constitution d'une nouvelle structure, un engagement irrévocable de les porter à ce niveau doit être communiqué.
- iv. Absence de dettes échues vis-à-vis des pouvoirs publics (Région, villes ou communes, SOWAER, ...) dans le chef des actionnaires (si société) ou membres (si ASBL)
- v. Ces critères devront être remplis pendant toute la durée de la concession, faute de quoi, celle-ci pourra être résiliée après mise en demeure (une baisse limitée et temporaire des fonds propres en dessous du seuil pourra être admise¹).

¹ L'actif net ne pourra dans tous les cas jamais être inférieur à la moitié du capital social.

5.2. Critères d'attribution

i. Redevance annuelle prévue pour l'occupation du site (30 points)

La redevance pourra être fixe, variable ou une combinaison de ces deux éléments. La redevance variable éventuelle devra être déterminable sur base du plan financier, voire du projet si elle se base sur des éléments non financiers.

Les points seront attribués sur base de la formule suivante :

$$\text{Points} = 30 \times \text{Prix}_{\text{candidat}} / \text{Prix}_{\text{maximum}}$$

Où $\text{Prix}_{\text{candidat}}$ = somme des redevances fixes et variables prévues par le candidat au cours des 5 premières années de la concession. Aucune formule impliquant une réduction de la redevance ne pourra être prévue pour les années ultérieures (l'indexation prévue devra en outre être maintenue).

$\text{Prix}_{\text{maximum}}$ = prix du candidat ayant proposé la redevance la plus élevée sur base de la formule reprise ci-dessus.

ii. Qualité globale du projet appréciée sur base des éléments suivants (40 points) :

- Organisation de la structure amenée à assurer la gestion du site
 - ~ Nombre, disponibilité et qualification des commandants et commandants suppléants ;
 - ~ Equipes dédiées à la gestion commerciale et administrative de l'aérodrome ;
 - ~ Equipe technique chargée de la gestion des investissements et de l'entretien de l'infrastructure.
- Volume et diversité des activités prévues sur le site
 - ~ Plages d'ouverture prévues (à mettre en relation avec la structure organisationnelle annoncée au point précédent) ;
 - ~ Activités aéronautiques prévues sur l'aérodrome (aviation, parachutisme, planneurs, ...) ;
 - ~ Activités non aéronautiques prévues en vue notamment de valoriser les importants espaces disponibles (Horeca, événements, activité de loisir, ...) ;
 - ~ Retombées de ces différentes activités en termes d'emploi.
- Contribution au développement touristique de la région
 - ~ Synergies mises en place avec les opérateurs touristiques locaux ;
 - ~ Impact sur l'image de la région des lacs.

- Développement d'une aviation respectueuse de l'environnement tant au niveau du cadre de vie des riverains que des émissions de gaz à effets de serre.
 - ~ Dispositions prévues en vue d'assurer le respect des conditions du permis unique ;
 - ~ Suivi des plaintes des riverains ;
 - ~ Développement d'activités entraînant des émissions de gaz à effet de serre limitées (aviation électrique, ...) ;
 - ~ Dispositions prévues en vue de limiter la consommation énergétique du site.

iii. Crédibilité financière du projet (30 points).

Les candidats devront joindre à leur projet un plan d'affaires s'étalant sur les 5 premières années d'exploitation et reprenant au minimum les éléments suivants :

- ~ Bilans prévisionnels
- ~ Compte de résultats prévisionnels
- ~ Tableaux de financement
- ~ Détail des hypothèses ayant permis de déterminer les différentes rubriques incluses dans les éléments ci-dessus, notamment :

- ✚ Le chiffre d'affaires espéré : abonnement de hangarage (avec détail des tarifs), ventes de carburant, produit des sous-concessions (horeca, loisirs, ...), organisation d'évènements, ... ;
- ✚ Les achats de carburant ;
- ✚ Les services et biens divers (nettoyage, assurances, entretien du site, les consommations d'eau, de mazout de chauffage et d'électricité ;
- ✚ La redevance relative à l'occupation du site ;
- ✚ Les autres charges d'exploitation (précompte immobilier, taxes communales, ...) ;
- ✚ Les rémunérations et charges sociales ;
- ✚ Détail des investissements à réaliser et prise en charge au travers des amortissements ;
- ✚ Les charges financières liées à des emprunts éventuels (avec détail des montants empruntés, des durées d'emprunt et des taux d'intérêt appliqués) ;
- ✚ Le cas échéant, impôts sur les sociétés ;
- ✚ Prise en compte des stocks et délais de paiement des clients dans les actifs circulants.

A titre d'exemple, un plan financier établi par la SOWAER en 2023 dans le cadre d'un projet de partenariat est joint en annexe.

Les points relatifs à ce critère seront attribués sur base des éléments suivants :

- ~ Bénéfice dégagé par l'activité ;
- ~ Trésorerie anticipée ;
- ~ Maîtrise de l'endettement en comparaison avec les fonds propres et l'EBITDA ;
- ~ Crédibilité des financements anticipés : les actionnaires potentiels devront être clairement identifiés de même que l'apport envisagé par chacun d'eux tandis que des lettres de confort d'organismes bancaires seront considérées comme un élément positif.

La SOWAER tient à signaler que la dernière entreprise à qui la concession de l'aérodrome avait été attribuée a été déclarée en faillite. Elle sera dès lors particulièrement attentive à ce critère d'attribution.

C'est ainsi qu'un projet auquel ne serait pas joint un plan d'affaires reprenant les éléments mentionnés ci-dessus sera déclaré irrecevable. Il en ira de même si l'analyse de ce plan d'affaires mène à la conclusion que le projet n'est financièrement pas viable.

6. PRINCIPES GÉNÉRAUX APPLICABLES

6.1. Langue de la concession

La langue française est d'application tant pour la passation que pour l'exécution de la présente concession.

6.2. Durée de la concession

Le permis d'environnement expirant le 23 juillet 2044 et le bail emphytéotique avec la Commune de Cerfontaine en 2046, la SOWAER est disposée à confier l'exploitation de l'aérodrome pour une durée de 16 ans, soit jusqu'en 2042.

6.3. Droit social et environnemental

En vertu de l'article 27 de la Loi :

« Art. 27. Les opérateurs économiques sont tenus de respecter et de faire respecter par toute personne agissant en qualité de sous-traitant, à quelque stade que ce soit, et par toute personne mettant du personnel à disposition pour l'exécution de la concession, toutes les obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail établies par le droit de l'Union européenne, le droit national, les conventions

collectives ou par les dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail énumérées à l'annexe IV.

Sans préjudice de l'application des sanctions visées dans d'autres dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles, l'adjudicateur qui constate dans le chef des candidats, soumissionnaires ou concessionnaires des manquements aux obligations visées à l'alinéa 1er, applique les mesures prévues aux articles 46 et 50 à 52 ou, si la concession est déjà conclue, les sanctions prévues en cas de manquement contractuel.»

Les participants sont expressément tenus d'exercer leurs activités de façon conforme à la législation environnementale européenne et belge pertinente.

6.4. Forme, contenu et dépôt du projet

Le Soumissionnaire établit son projet en français.

Le Soumissionnaire doit transmettre son projet au plus tard avant le 1^{er} décembre 2025 à 12h à l'adresse e-mail suivante : offresnamur@sowaer.be

Le projet doit être revêtu d'une signature qui émane des personnes habilitées à représenter le porteur du projet, si groupement. Le Soumissionnaire joint à l'offre les justificatifs relatifs au pouvoir de signature du signataire.

Par le seul fait de transmettre son offre par des moyens de communications électroniques, le Soumissionnaire accepte que les données de son offre soient enregistrées par le dispositif de réception.

Par l'introduction de son projet, les soumissionnaires acceptent sans condition le contenu du Cahier des charges et des autres documents relatifs à la concession, ainsi que le respect de la procédure de passation telle que décrite dans les documents de la concession et acceptent d'être liés par ces dispositions et également d'être liés par les dispositions de celui-ci comme s'il s'agissait d'un pré-contrat sans préjudice des négociations à intervenir le cas échéant.

6.5. Communications

6.5.1. Questions et réponses

Les Soumissionnaires sont priés de faire parvenir leurs questions au concédant à l'adresse e-mail suivante : vro@sowaer.be

6.5.2. Communications avec le Concédant

Dans son projet, **le Soumissionnaire précisera la personne de contact unique désignée par le Soumissionnaire pour toutes les communications dans le cadre de la procédure de passation de la concession.** Cette personne ne pourra varier durant la procédure sans en avertir préalablement le Concédant.

Le Concédant veille, à l'occasion de chacune de ses communications aux Soumissionnaires, au strict respect de l'égalité de traitement.

7. RENONCIATION À LA PROCÉDURE DE PASSATION

Même si l'intention du Concédant est de mener la procédure d'attribution jusqu'à son terme, le Concédant se réserve, en tout temps, le droit de renoncer à attribuer ou conclure la concession et de mettre un terme à la présente procédure.

Le Concédant ne supporte aucune responsabilité s'il n'est pas donné suite à la présente procédure. Aucune indemnité ne sera due aux soumissionnaires en cas de renonciation à attribuer la concession et d'interruption de la présente procédure.

8. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le Soumissionnaire reste lié par son offre pendant un délai de 90 jours calendrier, à compter de la date limite de réception des offres.

9. EXONÉRATION DE RESPONSABILITÉ

Il est recommandé aux Soumissionnaires de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'acquérir une connaissance propre et exhaustive des caractéristiques du site et des Locaux concédés.

L'attention des Soumissionnaires est tout particulièrement attirée sur le fait qu'en toute hypothèse, le Concédant présumera, lors de l'évaluation des offres, que les Soumissionnaires ont suffisamment pris la mesure préalable, sur place, de la nature, et de l'ampleur des prestations attendues et qu'ils ont tenu compte dans ces documents, de l'ensemble des constatations à effectuer en la matière.

Les documents de la concession sont établis avec le plus grand soin par le Concédant.

Celui-ci décline toute responsabilité et ne confère aucune garantie quant à la complétude, l'exactitude des informations relatives à la concession telles que reprises dans les documents de la concession.

Pour l'établissement de leur offre, les Soumissionnaires seront tenus de réaliser eux-mêmes une analyse et une estimation indépendante des données fournies et, si nécessaire, de contrôler l'exactitude, la complétude et la précision des informations communiquées. Ils sont également tenus de s'informer personnellement des réglementations et législations applicables à la concession, au site et au périmètre du projet.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur la nécessité de se renseigner sur les législations et réglementations, ainsi que les dérogations éventuelles qu'elles autorisent.

Par sa participation à la procédure de passation de la concession, le soumissionnaire accepte la présente exonération de responsabilité.

10. CONCLUSION DE LA CONCESSION

Si le concédant adopte une décision d'attribution de la concession, la concession sera conclue par une notification contractuelle de la décision motivée d'attribution de la concession.

Le cadre contractuel sera constitué des dispositions contractuelles reprises dans le présent document, et l'offre du concessionnaire retenu, le présent document ayant un rang hiérarchique supérieur à l'offre.

CHAPITRE II Dispositions contractuelles

1. FONCTIONNAIRE DIRIGEANT

L'exécution de la concession se déroule sous le contrôle du fonctionnaire dirigeant :

Nom : Monsieur Alain BELOT

E-mail : abe@sowaer.be

2. GARANTIE DE BONNE EXÉCUTION

A titre de garantie de la bonne et entière exécution de ses obligations, le Concessionnaire est tenu, dans un délai de 15 jours calendrier à partir de la notification de l'attribution de la concession, de constituer une garantie bancaire correspondant à 3 mois de la redevance fixe mensuelle.

Lorsque le Concessionnaire ne constitue pas la garantie bancaire dans le délai prévu à l'alinéa précédent, il est mis en demeure par envoi recommandé de transmettre la preuve de la garantie bancaire.

Lorsque le Concessionnaire ne constitue pas la garantie bancaire dans un dernier délai de quinze jours calendrier prenant cours à la date d'envoi de l'envoi recommandé, le Concédant peut procéder à la résolution extrajudiciaire de la Concession.

La garantie bancaire sera restituée au Concessionnaire deux (2) mois après le terme de la Concession, après qu'il ait été constaté que le Concessionnaire a correctement rempli toutes ses obligations à l'égard du Concédant.

La garantie bancaire couvre toutes les obligations du Concessionnaire notamment en cas de défaut de paiement des redevances, mais aussi les obligations liées aux obligations vis-à-vis du personnel.

Le cas échéant, en cas d'impossibilité d'obtenir une garantie bancaire, le Concessionnaire verse sur un compte bloqué au bénéfice du Concédant, une garantie pour un montant similaire.

3. ETAT DES LIEUX

Les Locaux concédés sont transmis en l'état, bien connu du Concessionnaire qui a visité les locaux concédés et reconnaît ceux-ci conformes à l'usage pour lequel la Concession est conclue.

Le Concessionnaire déclare bien connaître les Locaux concédés pour les avoir vus et soigneusement visités et dispense le Concédant d'en donner une plus ample description.

Le Concessionnaire prend les Locaux concédés dans leur état au moment de la conclusion de la Concession et ne pourra introduire aucun recours à l'encontre du Concédant pour vices cachés, vices apparents ou les servitudes apparentes ou occultes.

➤ Etat des lieux d'entrée

Un état des lieux d'entrée et un inventaire sont dressés contradictoirement par le Concédant et le Concessionnaire au plus tard lors de l'entrée en vigueur de la Concession et avant la remise des clés des Locaux concédés.

Le mobilier et tout autre matériel d'exploitation repris dans l'inventaire et l'état des lieux sont la propriété du Concédant et sont mis à la disposition du Concessionnaire au cours de la durée de la Concession.

L'état des lieux d'entrée photographique et commenté sera dressé par un expert désigné de commun accord.

L'état des lieux est établi à frais partagés entre le Concédant et le Concessionnaire ; les frais et les honoraires de l'expert désigné seront donc partagés 50/50 entre le Concédant et le Concessionnaire.

➤ Etat des lieux de sortie

À l'expiration de la Concession, le Concessionnaire restitue les locaux concédés dans leur état, tel que ressortant de l'état des lieux d'entrée, à l'exception de l'usure normale et de toute transformation, modification, amélioration ou simple aménagement quelconque réalisé par le Concessionnaire et non démonté que le Concédant n'aurait pas indiqué expressément vouloir supprimer.

Le Concessionnaire est responsable des éventuels dégâts causés aux Locaux concédés ou des pertes en matière de matériel et d'ustensiles.

Un état des lieux de sortie est dressé par un expert désigné par le Concédant, à l'issue d'un marché public, aux mêmes conditions que celles précisées pour l'état des lieux d'entrée, le jour de la date attendue de la remise des clefs des Locaux concédés, après que le Concessionnaire ait entièrement libéré les Locaux concédés.

Cet état des lieux précise et estime les éventuels dégâts constatés aux locaux concédés qui sont de la responsabilité du Concessionnaire et, le cas échéant, estime d'une part, le

coût de la remise en état des lieux et d'autre part, le coût de l'indisponibilité des locaux concédés suite à cette remise en état rendue nécessaire par la faute du Concessionnaire. Ces estimations seront finalisées suivant devis demandés par le Concédant, lesquels devis seront réputés acceptés, à défaut d'objection de la part du Concessionnaire dans les huit jours calendrier de la communication en question.

La remise des clefs, sous quelque forme que ce soit, à l'occasion de ou après l'expiration de la Concession et le départ du Concessionnaire ne pourra jamais être invoquée par ce dernier comme valant quittance ou décharge totale ou partielle de ses obligations vis-à-vis du Concédant.

Une telle quittance ou décharge ne pourra être constatée que dans un écrit émanant du Concédant.

4. SOUS-TRAITANCE

Le Concessionnaire ne peut pas faire appel à des sous-traitants qui n'ont pas été mentionnés dans son offre dans le cadre de l'exécution de la Concession, sans l'accord préalable et écrit du Concédant qui peut refuser pour quelque motif que ce soit.

En cas d'accord du Concédant, le recours à la sous-traitance sera soumis aux conditions suivantes :

- La sous-traitance ou plus généralement le fait pour le Concessionnaire de confier tout ou partie de ses engagements résultant de la Concession à un tiers ne le dégage pas de sa responsabilité envers le Concédant. Ces derniers n'ont aucun lien contractuel avec ces tiers. Le Concessionnaire reste seul responsable de l'exécution de la Concession à l'égard du Concédant.
- Il est interdit à un sous-traitant de sous-traiter à un autre sous-traitant la totalité de la Concession qui lui aurait été confiée. Il est également interdit pour un sous-traitant de conserver uniquement la coordination du présent contrat.

5. ASSURANCE

Le Concessionnaire exonère le Concédant, ses organes et ses préposés, de toute responsabilité quelconque, de tout dommage de quelque nature qu'il soit, qui pourraient résulter directement ou indirectement de l'usage des locaux concédés.

Le Concessionnaire garantira en outre le Concédant, ses organes et ses préposés, de tout recours de tiers et notamment de ceux d'usagers, en rapport direct avec les activités du Concessionnaire.

Le Concessionnaire souscrira toutes les assurances relatives à l'aérodrome et locaux concédés, dans lequel seront exercées les activités, pour couvrir les risques de son exploitation, notamment en ce qui concerne l'incendie ou péril connexe et les dégâts des eaux.

Toute franchise stipulée dans les polices d'assurance est à charge du Concessionnaire, quelle que soit la cause du sinistre.

Le Concessionnaire fera, de même, assurer à ses frais, tout objet mobilier garnissant le site concédé dans lequel s'exerce son activité, ainsi que les aménagements immobiliers qu'il aurait effectués, contre les périls qu'il juge utile de couvrir et au moins contre les risques d'incendie et périls connexes ainsi que les dégâts des eaux.

Le Concessionnaire s'engage à souscrire une RC exploitation pour couvrir les dommages corporels, matériels et immatériels aux tiers, en ce compris pour les accidents de travail.

À tout moment durant l'exécution de la Concession, le Concessionnaire produit les attestations des assurances exigées, dans un délai de quinze jours calendrier à compter de la réception de la demande du Concédant.

6. IMPÔTS ET TAXES

Tous impôts, taxes, prélèvements et contributions généralement quelconques en ce compris notamment le précompte immobilier ou tous autres impôts fonciers existants ou qui pourraient être établis à l'avenir, relatifs aux lieux concédés, liés à l'activité du Concessionnaire ou à l'occupation des lieux concédés ou toutes taxes établies par l'Etat, la Région, la Commune, la Province ou par tout autre pouvoir public, relatifs aux lieux concédés, liés à l'activité du Concessionnaire ou à l'occupation des lieux concédés, de même que la TVA, dans la mesure où elle serait mise à charge du Concessionnaire ou dans la mesure où elle viendrait grever les redevances, sont exclusivement à charge du Concessionnaire. Cette énumération d'impôts, de taxes, de prélèvements et de contributions, n'est pas limitative.

Les impôts et taxes qui sont réclamés au Concédant et qui sont à charge du Concessionnaire conformément au présent article sont payés par le Concessionnaire au Concédant, dans les quinze jours calendrier de la demande de paiement qui lui est adressée par le Concédant, sur production des justificatifs concernés.

Le Concessionnaire paie directement les impôts et taxes qui lui sont directement réclamés et, ce dans les délais légaux, de manière à ce que le Concédant ne soit pas inquiété de ce chef. Le Concessionnaire communique sans délai la preuve de paiement au Concédant.

Il est précisé qu'actuellement, il n'y a pas de précompte immobilier réclamé sur les bâtiments. Le concédant ne peut cependant pas garantir que cette situation sera pérenne à l'avenir.

7. CHARGES INDIVIDUELLES

Les abonnements aux distributions d'eau, d'électricité, de téléphone, d'internet et aux autres réseaux de distribution et de services publics des Locaux concédés sont à charge du Concessionnaire ainsi que tous les frais y relatifs tels que le raccordement, la concession et l'usage.

Tous les frais exposés pour monter et installer des équipements supplémentaires, y compris les frais de raccordement à tout réseau, ainsi que les diverses adaptations des équipements préexistants nécessaires à son installation propre sont à charge du Concessionnaire.

A défaut du paiement direct des charges reprises ci-dessus par le Concessionnaire aux différents fournisseurs, le Concédant procédera à la refacturation à prix coûtant de ces frais et établira leur décompte sur base des relevés internes des compteurs ou sur base de la surface des Locaux concédés dans l'immeuble.

8. CLAUSES DE RÉEXAMEN

Des modifications ne peuvent être apportées à la Concession que moyennant l'accord préalable du Concédant. Les modifications ne peuvent pas changer la nature globale de l'objet de la Concession.

9. INDEXATION

A défaut d'autres dispositions prévues dans le cadre de l'offre financière accompagnant le projet, le montant des redevances forfaitaires (si ce type de redevances est proposé) dues par le Concessionnaire sera indexé annuellement sur base de l'indice santé.

10. REMPLACEMENT DU CONCESSIONNAIRE

La Concession présente un caractère *intuitu personae*. Il est interdit au Concessionnaire de céder, directement ou indirectement, tout ou partie des droits et obligations résultant de la Concession, sans l'autorisation préalable du Concédant.

Tout changement de contrôle ou de l'actionnaire ou membre de référence au sein du Concessionnaire (soit toute opération de cession d'actions/parts de la personne morale Concessionnaire) est soumis à l'autorisation préalable du Concédant. Le Concessionnaire devra informer préalablement le Concédant de la cession d'actions/parts, l'identité des cessionnaires des actions/parts et des conséquences de cette opération de l'aérodrome.

11. MODALITÉS D'EXÉCUTION DE LA CONCESSION

Le Concessionnaire doit respecter les modalités d'exécution de la Concession prévues par le Cahier des charges.

Le Concessionnaire dispose d'un droit d'occupation précaire (concession domaniale) sur les Locaux concédés présents sur le Site.

Aucune modification à l'affectation des Locaux concédés ne pourra être apportée par le Concessionnaire sans l'accord spécial, préalable et écrit du Concédant, accord que ce dernier pourra toujours refuser, pour de justes motifs.

Le Concessionnaire est seul responsable de l'obtention et de la conservation de tous les permis, licence et/ou autorisations exigés pour l'exploitation de l'aérodrome que le Concessionnaire entend exercer dans ceux-ci. De même, le Concessionnaire sera seul responsable du renouvellement ponctuel de ces permis, licence, et/ou autorisations si un tel renouvellement s'avère nécessaire.

À la fin de la Concession, tous les permis et autorisations, seront cédés ou transmis au Concédant ou à la personne désignée par celui-ci à titre gratuit.

12. RESTITUTION DES LOCAUX CONCÉDÉS

A l'expiration de la durée de la Concession (même si elle est résiliée anticipativement, de quelque façon que cela survienne), le Concessionnaire devra restituer au Concédant les Locaux concédés dans leur état tel que décrit dans l'état des lieux d'entrée, à l'exclusion de l'usure normale, mais dans un état propre de même que vide de tout contenu mobilier appartenant au Concessionnaire, à l'exception des meubles propriété du concédant.

13. PÉNALITÉS

Le Concessionnaire se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes :

- En cas de redevance variable, une pénalité journalière de 100 EUR par jour calendrier en cas de retard par le Concessionnaire pour la transmission des livres de comptes pour le calcul de la redevance variable. Cette pénalité sera due jusqu'à la date d'envoi par le Concessionnaire des livres de comptes concernés.
- Une pénalité journalière de 100 EUR par jour calendrier en cas de retard par le Concessionnaire pour la constitution de la garantie de bonne exécution visée au point 2 du chapitre II. Cette pénalité sera due jusqu'à la date d'envoi par le Concessionnaire de la preuve de constitution de la garantie de bonne exécution.

14. CLAUSE RÉSOLUTOIRE EXPRESSE

Le Concédant peut mettre fin à la Concession, sans intervention préalable du juge, pour tout manquement grave du Concessionnaire, tel que notamment les manquements suivants :

- Le défaut de transmission de la garantie bancaire ;
- Le défaut de paiement de la redevance fixe ou de la redevance variable ;
- Le défaut de transmission des livres de comptes ;
- Le changement de destination des Locaux concédés (soit l'exercice d'une activité autre que celle d'une activité aéronautique) sans l'autorisation écrite et préalable du Concédant ;
- Le recours à la sous-traitance sans l'autorisation préalable et écrite du Concédant ;
- Le non-respect des conditions d'exploitation prévues dans le Cahier des charges ;
- Le non-respect de manière répétée des impositions du permis d'environnement après un procès-verbal de constat et l'absence de mesures correctrices dans le délai indiqué par le concédant
- Le fait de ne plus satisfaire au cours de la concession aux critères de sélection.
- L'interruption de l'exploitation de l'aérodrome pendant une période ininterrompue de 30 jours calendrier imputable à un manquement du Concessionnaire.
- Le non-respect grave de la circulaire GDF-04 constaté par un procès-verbal de la DGTA ou la fermeture de l'aérodrome ordonnée soit par une autorité compétente en matière environnementale ou en matière aéronautique

La liste des manquements graves susmentionnés n'est pas exhaustive. Le Concédant pourra résilier la Concession, sans intervention préalable du juge, pour tout autre manquement grave eu égard, notamment, au dommage occasionné au Concédant ou à la gravité de la faute du Concessionnaire.

Le Concédant qui constate un manquement grave et souhaite faire application de la présente clause résolutoire adresse, par recommandé, une mise en demeure au Concessionnaire afin que ce dernier régularise la situation dans un délai de 15 jours calendrier à partir de la date de réception de la mise en demeure.

Si, à l'expiration du délai susmentionné, le Concessionnaire n'a pas régularisé intégralement le manquement, la Concession prend fin de plein droit, sans indemnité, ni préavis, ni intervention préalable du juge à l'échéance du délai donné dans la mise en demeure. Le cas échéant, le Concédant adressera une notification au Concessionnaire pour l'informer de la résiliation de la Concession à l'expiration du délai de 15 jours calendrier susmentionné.

15. INDEMNISATION EN CAS D'INVESTISSEMENTS

Le présent article concerne exclusivement le sort des constructions et aménagements régulièrement érigés ou réalisés par le concessionnaire sur ou dans les Biens à compter de la Date d'Entrée en Vigueur de la concession, dans les deux hypothèses suivantes :

- (i) à l'échéance du terme; ou
- (ii) en cas de résiliation de la Convention alors que certaines constructions ou aménagements sont devenus la propriété du concessionnaire (investissements nouveaux sur fonds propres).

L'indemnité visée ci-avant correspond :

- (i) en ce qui concerne les constructions nouvelles érigées sur la partie non-bâtie des Biens, à leur Valeur Vénale et ce, en cas de subsidiation, sous déduction de la part des subsides y afférents subsistant encore au passif du bilan à la date de la résolution ;
- (ii) en ce qui concerne les travaux et aménagements réalisés aux parties des Biens existants à la Date d'Entrée en vigueur, à la plus-value apportée par le concessionnaire auxdites parties.

La Valeur Vénale et la plus-value sont déterminées de commun accord entre les Parties ou, à défaut d'accord, par un Expert. L'Expert déposera son rapport dans les deux (2) mois de sa désignation. Sa décision sera définitive et liera les Parties.

Dans l'hypothèse visée au (ii) supra, si la Valeur Vénale ou la plus-value est supérieure au Prix de Revient comptabilisé dans les comptes du concessionnaire ou d'un sous-concessionnaire dûment autorisé par la SOWAER (suivant le cas), l'indemnité sera égale à ce dernier prix.

16. RÉSILIATION

En cas de procédure d'insolvabilité au sens du Livre XX du Code de droit économique (faillite, réorganisation judiciaire), de dissolution ou de mise en liquidation du Concessionnaire ou d'insuffisance de fonds propres mettant en péril la viabilité financière du concessionnaire, le Concédant est en droit de demander la résiliation du présent contrat, sans devoir respecter le moindre délai de préavis, dans les limites légales applicables.

Le Concessionnaire devra dans un tel cas, dont question à l'alinéa qui précède, supporter tous les frais, débours et dépenses quelconques provenant ou à provenir du chef de la fin de la Concession et devra également payer la redevance, ainsi que les coûts, charges, impôts et prélèvements relatifs à la durée de la Concession.

17. LITIGES

Tout litige en relation avec la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou l'inexécution de la Concession relève de la compétence des tribunaux de l'entreprise de Namur.

CHAPITRE III. Descriptions des exigences techniques

1. DESTINATION DES LOCAUX CONCÉDÉS

Les Locaux concédés sont affectés à l'exploitation de l'aérodrome et de toutes activités annexes permettant de dégager des recettes non aéronautiques et de dynamiser l'attractivité du site.

Le Concessionnaire peut procéder à l'organisation dans les Locaux concédés d'évènements mais qui complètent utilement ou diversifient les activités sur le Site.

En aucun cas, les Locaux concédés ne pourront servir à l'habitation, à la résidence principale ou à l'exercice d'un commerce de détail de sorte que la présente Concession ne constituera jamais un bail d'habitation ou un bail de résidence principale ou un bail commercial. Toute qualification de bail de droit commun est exclue.

Le Concessionnaire ne pourra pas procéder à des travaux d'aménagement dans les Locaux concédés sans l'autorisation écrite et préalable du Concédant.

2. TRANSFERT DU RISQUE D'EXPLOITATION

Le Concessionnaire sera rémunéré exclusivement par les revenus de l'exploitation du Projet et ne pourra réclamer un prix ou une indemnité au Concédant pour l'exécution des missions susmentionnées.

Le Concessionnaire assume les risques suivants :

- Les risques opérationnels du Projet : il assumera les risques associés au respect des législations et réglementations actuelles et futures qui entreront en vigueur durant la durée de la Concession et qui ont une incidence sur l'exploitation des ouvrages concernés par la Concession. Il prendra à sa charge la maintenance et l'entretien des locaux concédés afin que ceux-ci restent pleinement opérationnels. Il veillera à conserver les ouvrages en bon état de fonctionnement et en parfait état d'entretien et opérera les travaux, réparations, remplacements des installations (en ce compris les installations de lutte contre l'incendie, de chauffage, de climatisation, d'installations électriques), requis pour que les ouvrages demeurent pleinement opérationnels et continuent de prestre des services en accord avec les normes applicables et les meilleures pratiques en vigueur. Il prendra en charge les frais, impôts et charges liés à l'exploitation du Projet (notamment les dépenses de consommation ...).
- Les risques liés à la garde des Locaux concédés : Le Concessionnaire sera responsable de la garde des Locaux concédés dès la conclusion de la Concession.
- Les taxes et impôts liés à son exploitation et à l'occupation du Site : Tout impôt, taxe et contribution généralement quelconque, à savoir le précompte immobilier et tout autre impôt réel immobilier, le précompte mobilier, les impôts frappant l'activité

du Concessionnaire ou l'occupation des lieux concédés, seront exclusivement à la charge du Concessionnaire. Le Concessionnaire paiera directement les frais d'occupation qui lui sont propres, tel que l'abonnement internet, le téléphone, l'électricité ... En ce qui concerne la gestion des déchets, le Concessionnaire sera responsable du tri et de l'évacuation de ses déchets. Il se conformera à la politique de gestion des déchets en vigueur au sein du Concédant. Il en assumera le coût en se conformant à la réglementation en vigueur, notamment en s'assurant du tri adéquat de ses déchets.

Le Concessionnaire assume le risque d'exploitation, ce qui comprend notamment le risque lié à l'offre et la demande de services liés aux activités de l'aérodrome. Il ne pourra en aucun cas réclamer une indemnité au Concédant.

3. ENTRETIEN ET MAINTENANCE

Le Concessionnaire occupera les locaux concédés qui fait l'objet de la Concession en bon père de famille. Il s'engagera à le maintenir en parfait état d'entretien.

Il sera tenu d'assurer l'entretien, la réparation de toutes les installations des Locaux concédés (en ce compris les installations de lutte contre l'incendie, de chauffage, de climatisation, d'installation électrique, ...) et de maintenir la propreté de la superficie concédée ainsi que ses abords immédiats.

L'ensemble des dépenses exposées en vue de satisfaire à cette obligation est à charge du Concessionnaire, sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée au Concédant.

Le Concessionnaire se conformera, le cas échéant, aux indications et aux recommandations du Concédant.

Le coût des contrats d'entretien sera à charge du Concessionnaire. Le Concédant se réserve le droit de solliciter copie des contrats d'entretien et de maintenance des installations.

Une répartition des responsabilités en ce qui concerne les entretiens est reprise en annexe 1.

Namur, le 29 septembre 2025